

MAIRIE DE THIVERVAL-GRIGNON  
GRANDE RUE,  
78850 THIVERVAL-GRIGNON

**DEPARTEMENT DES YVELINES**  
**COMMUNE DE THIVERVAL-GRIGNON**  
**DECLARATION DE PROJET EMPORTANT**  
**MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**



**DECLARATION DE PROJET**

**ENQUETE PUBLIQUE**



40 Rue Moreau Duchesne,  
77910 Varreddes  
01 64 33 18 29  
[urbanisme@cabinet-greuzat.com](mailto:urbanisme@cabinet-greuzat.com)  
<http://www.cabinet-greuzat.com>

<b>A. CONTEXTE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>3</b>
<b>A.I. CONTEXTE ADMINISTRATIF .....</b>	<b>3</b>
<b>B. PRESENTATION DU PROJET .....</b>	<b>5</b>
<b>B.I. LOCALISATION DU PROJET .....</b>	<b>5</b>
<b>B.II. CONTEXTE .....</b>	<b>6</b>
<b>B.III. LE PROJET .....</b>	<b>9</b>
III.1.1. LE PHASAGE D'EXPLOITATION DE L'ISDI.....	10
III.1.2. LE SUIVI DU REAMENAGEMENT .....	10
III.1.3. LES RAISONS DES CHOIX DU PROJET .....	11
<b>C. L'INTERET GENERAL DU PROJET .....</b>	<b>14</b>
<b>C.I. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR L'AMELIORATION DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES SOLS AGRICOLES .....</b>	<b>14</b>
<b>C.II. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA SANCTUARISATION DES ESPACES AGRICOLES ET DES ESPACES NATURELS AU SEIN DU TERRITOIRE EN CONFORMITE AVEC LE SDRIF-E 15</b>	
<b>C.III. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA RECONSTITUTION D'UN BIO-CORRIDOR CALCICOLE FAVORABLE A LA BIODIVERSITE .....</b>	<b>16</b>
<b>C.IV. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR L'ATTENUATION DES CONTRAINTES VISUELLES DE L'USINE D'INCINERATION DE PONT-CAILLOU .....</b>	<b>17</b>
<b>C.V. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LE MAINTIEN DE CAPACITES DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES EN ISDI ET AU REEQUILIBRAGE TERRITORIAL REGIONALE DES ISDI.....</b>	<b>18</b>
<b>C.VI. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA RECHERCHE EXPERIMENTALE AGRONOMIQUE.....</b>	<b>19</b>
<b>D. CONCLUSION .....</b>	<b>20</b>

## A. CONTEXTE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

### A.I. CONTEXTE ADMINISTRATIF

En application des articles **L.153-54 à L.153-59** du Code de l'Urbanisme, le présent sous dossier de « Déclaration de projet » appartient au dossier global de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de THIVERVAL-GRIGNON qui en est la conséquence.

#### **Article L153-54**

*Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :*

*1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;*

*2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et L. 132-9.*

*Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.*

#### **Article L153-55**

*Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :*

- a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;*
- b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;*
- c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;*

*2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.*

*Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.*

#### **Article L153-56**

*Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.*

#### **Article L153-57**

*A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :*

*1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;*

*2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.*

### **Article L153-58**

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article [L. 300-6-1](#) est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

### **Article L153-59**

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles [L. 153-25](#) et L. 153-26.

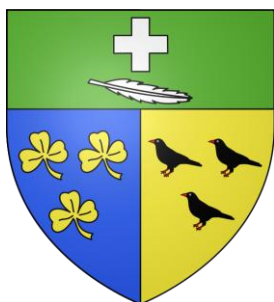
Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

**La commune de Thiverval-Grignon conduit la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme**

**MAIRIE DE THIVERVAL-GRIGNON**

**GRANDE RUE,  
78850 THIVERVAL-GRIGNON**



**Le porteur du projet**

**TERSEN Etablissement CNT**

**2, RUE JEAN MERMOZ  
78114 MAGNY-LES-HAMEAUX**





## B. PRESENTATION DU PROJET

### B.I. LOCALISATION DU PROJET

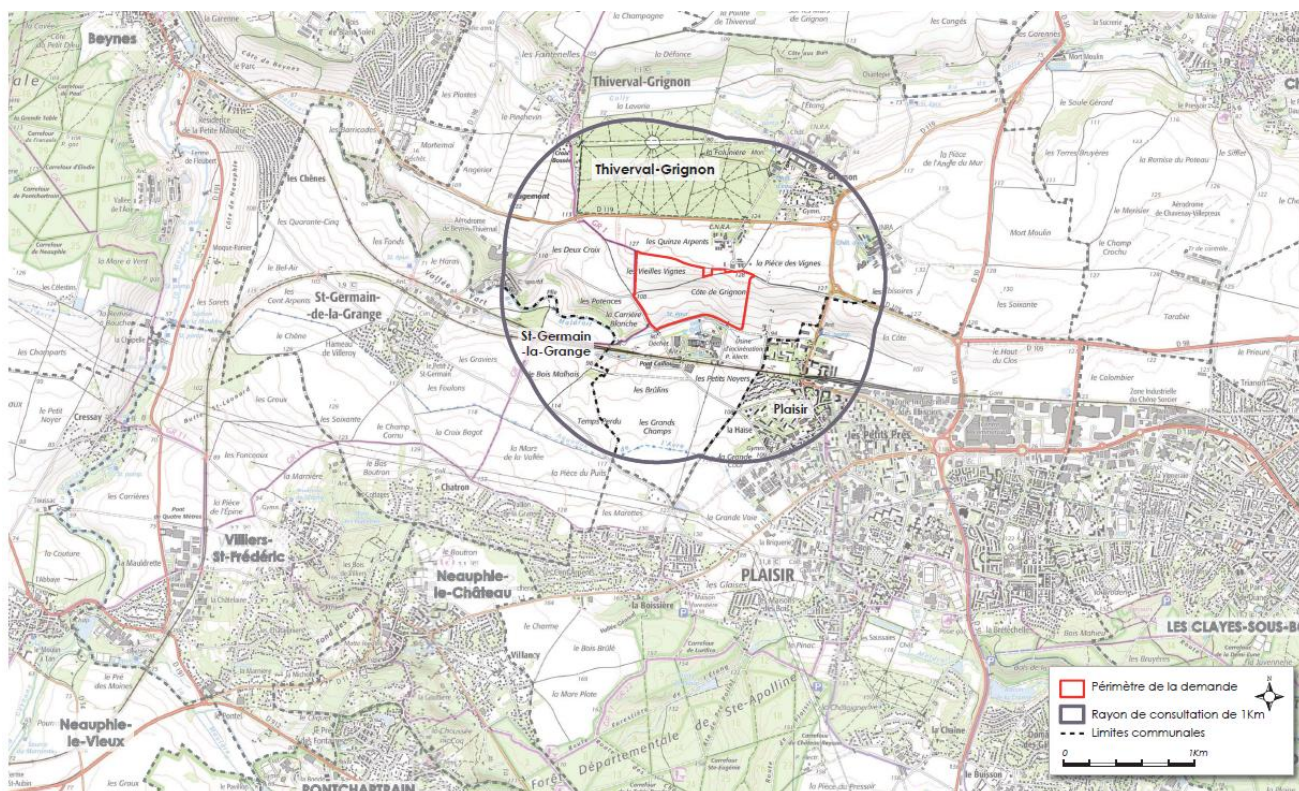
Le secteur d'étude est situé à l'ouest de l'Île-de-France, dans le département des Yvelines, sur le territoire de la commune de Thiverval-Grignon.

Les terrains concernés se trouvent sur des parcelles à vocation agricole, implantées immédiatement à l'est du Golf (aménagé à l'issue de l'exploitation d'une l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) par la société TERSEN jusque 2022).

Ces terrains sont localisés au niveau des lieux-dits « Les Vieilles Vignes », « Pont Cailloux » et « Côte de Grignon ».

À la suite de remontées d'informations formulées par les propriétaires et exploitants agricoles, signalant une des problématiques de fortes pentes, de sols dégradés, érodés et une hétérogénéité au sein des terres arables, et dans le cadre des échanges menés avec la société TERSEN, un projet de revalorisation agronomique a été étudié. Ce projet prévoit un reprofilage topographique des terrains, visant à homogénéiser et améliorer leur qualité agricole, ainsi que la création d'un biocorridor calcicole à vocation écologique intégré aux talus d'aménagement, tout en améliorant la gestion hydraulique.

Pour permettre la réalisation de ce projet, la commune de Thiverval-Grignon doit engager une déclaration de projet emportant la mise en compatibilité de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de rendre possible l'inscription de cette opération dans son document d'urbanisme.



Localisation du projet sur la commune de Thiverval-Grignon échelle 1/30 000<sup>ème</sup>.



Localisation du projet sur la commune de Thiverval-Grignon échelle 1/5 000<sup>ème</sup>.

## B.II. CONTEXTE

La commune de Thiverval-Grignon dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (approuvé par délibération du conseil municipal du 17 juin 2011 et modifié les 2 octobre 2015, 27 novembre 2015, 7 avril 2017, 29 novembre 2017 et 30 janvier 2020 et mis à jour le 22 juillet 2021).

La municipalité de THIVERVAL-GRIGNON a lancé une procédure de déclaration de projet, considérant que le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes revêt d'un intérêt général et collectif, à savoir que ce projet :

- **va permettre d'une part d'améliorer la valeur agronomique des sols agricoles**, par la réalisation d'un reprofilage topographique adapté ainsi que par l'apport de limons et de substrats fertiles extérieurs en vue de reconstituer une Réserve Utile en eau des sols avec des épaisseurs fonctionnelles et homogènes. L'amélioration agronomique des terrains agricoles, leur préservation et également leur sanctuarisation à l'issue du projet est conforme aux dispositions du Schéma Directeur d'Ile-de-France Environnemental (SDRIF-E).
- **prévoit de créer une nouvelle continuité écologique à travers un biocorridor calcicole** en extension des enjeux écologiques locaux recensés au droit de la ZNIEFF de type I des pelouses calcicoles à proximité immédiate. La création de ce nouveau biocorridor calcicole est conforme aux objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique



(SCRE) d'Ile-de-France et à ceux de de la Trame Verte de l'Association de Protection de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets (APPVPA).

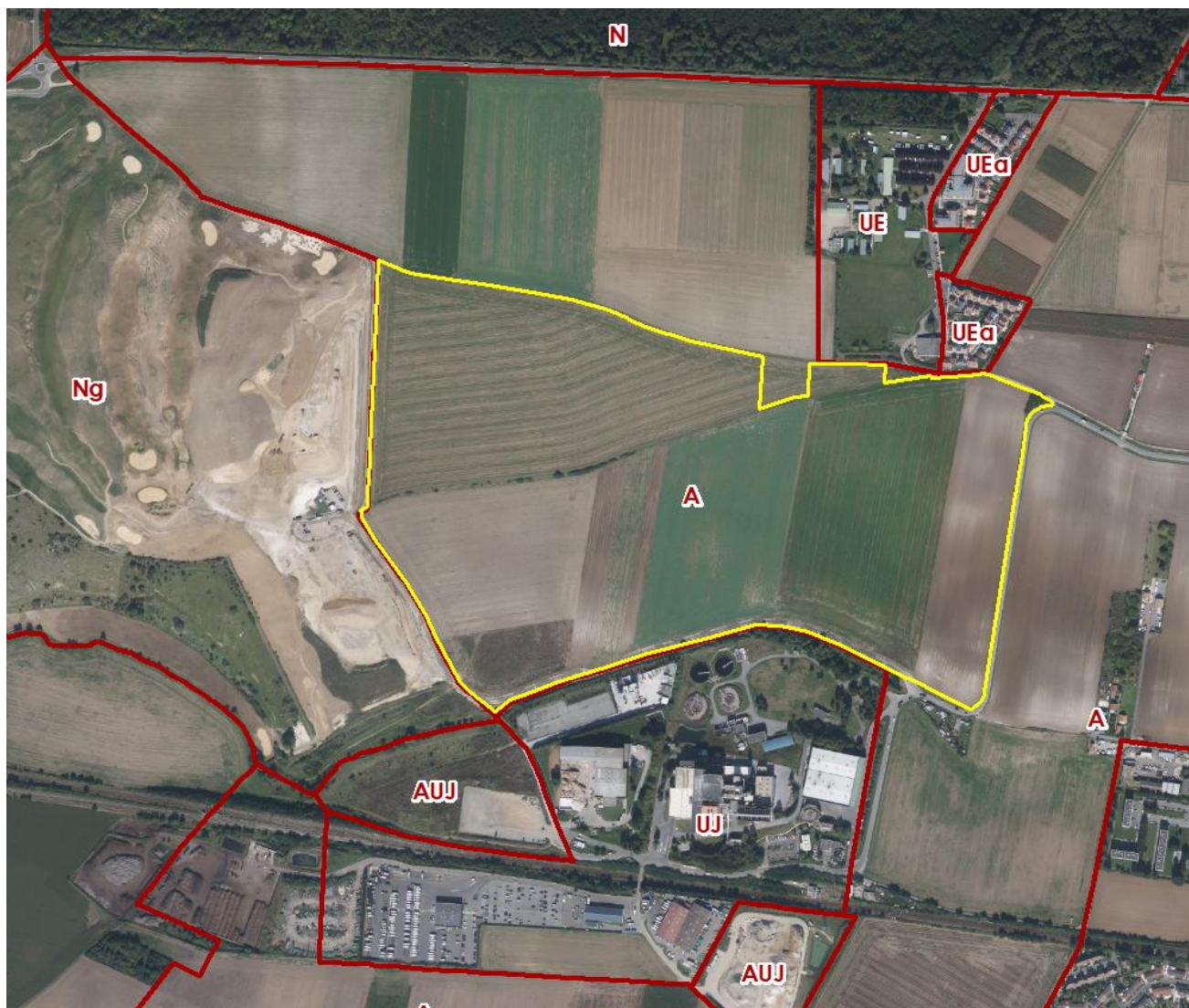
- **créera de nouveaux espaces de transition visuelle atténuant les perceptions vers le point noir paysager** de l'usine d'incinération de Pont- Caillou depuis les chemins ruraux longeant la RD119 et les secteurs habités du quartier de Folleville, conformément aux objectifs du PLU.
- **va permettre de rétablir des capacités de réception des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Ile-de-France et notamment dans l'Ouest francilien.** Ce projet ISDI répond aux besoins et dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Ile-de-France tout en contribuant au rééquilibrage territorial des ISDI en Ile-de-France.
- **intégrera une Infrastructure de Recherche sur les processus de reconstitution des sols agricoles fertiles (pédogénèse) et les services écosystémiques des sols agricoles,** en partenariat avec les enseignants-chercheurs et étudiants d'AgroParisTech ainsi qu'avec la Ferme de Grignon.

Le Conseil Municipal de THIVERVAL-GRIGNON, par délibération en date du 13/05/2025 a prescrit la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU afin d'autoriser explicitement le projet d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus particulièrement les ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) dans un sous-secteur dédié de la zone A.

Ce projet règlementé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement fera l'objet d'une procédure d'enregistrement pour la création de d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) rangée sous la rubrique 2760-3 de la nomenclature des ICPE. Le projet de dossier d'enregistrement comportant les pièces réglementaires et toutes les études environnementales associées est à ce titre finalisé et prochainement mis en consultation publique.

Le projet de valorisation de terrains agricoles et de création d'un bio corridor calcicole avec apport de matériaux inertes par la société TERSEN, est localisé sur le territoire de la commune de THIVERVAL-GRIGNON. L'opération de réaménagement par apport de matériaux inertes se réalisera en intégralité sur la commune, sur une zone actuellement destinée à de l'espace agricole (A) sans contraintes prescriptives.

### Zonage du PLU actuel avec périmètre de l'emprise du projet en jaune (37 ha)



Extrait du plan de zonage de la zone A au Sud du territoire de Thiverval-Grignon.

La réalisation du projet nécessite des modifications du document d'urbanisme, par le biais d'une procédure de Déclaration de Projet, portant sur l'intérêt général du projet avec mise en compatibilité du PLU, conformément aux articles L153-54 à L153-59 du code de l'urbanisme.

La réalisation de ce réaménagement dans la zone agricole du Plan Local d'Urbanisme de Thiverval-Grignon nécessite l'évolution réglementaire du document d'urbanisme :

Modifications règlementaires du PLU :

- Modification du plan de zonage avec intégration d'un sous-secteur reprenant le périmètre de la demande ICPE-ISDI
- Modification du règlement, avec la rédaction de règles destinées à permettre la faisabilité du projet dans le sous-secteur de la zone A créé.



### B.III. LE PROJET

Le projet vise, par l'apport de matériaux inertes, à reprofiler les terrains de manière à restituer un modelé plus adapté aux pratiques agricoles en cours, réduisant l'érosion et permettant une revalorisation agronomique homogène des terrains agricoles, présentant actuellement un appauvrissement agronomique lié aux sols calcaires sous-jacents en place. Le projet prévoit également la création d'un biocorridor calcicole.

Le projet couvre une superficie totale d'environ 36,7 ha, comportant une surface à aménager de 35,8 ha et une surface concernée par les remblayages de 34,9 ha. À terme, la remise en état agricole sera réalisée sur environ 27,8 ha et la création du corridor calcicole est prévue sur environ 8,9 ha (y compris surfaces d'aménagements hydrauliques et milieux humides).

L'exploitation est prévue sur une durée globale de 9 ans, dont 8,5 ans d'apport de matériaux. La quantité maximale de matériaux admis annuellement est de 550 000 m<sup>3</sup> (soit environ 990 000 tonnes), afin de pouvoir répondre à des chantiers exceptionnels, pour un apport annuel moyen de 400 000 m<sup>3</sup> (soit environ 720 000 tonnes).

L'exploitation de ce site entraînera en moyenne 107 rotations de camions par jour (au maximum 147 rotations par jour).

Les matériaux réceptionnés sur le site sont exclusivement de nature inerte (uniquement de type terres et pierres pour les opérations de remblayage, et mélanges de béton, tuiles et céramique pour la sécurisation des pistes. La traçabilité des matériaux réceptionnés sera assurée par une procédure débutant sur le chantier de production, avec une demande d'acceptation préalable réglementaire caractérisant les matériaux. Des contrôles seront assurés à l'admission des matériaux, à l'entrée du site puis lors du déchargement puis lors de la mise en œuvre sur le site.

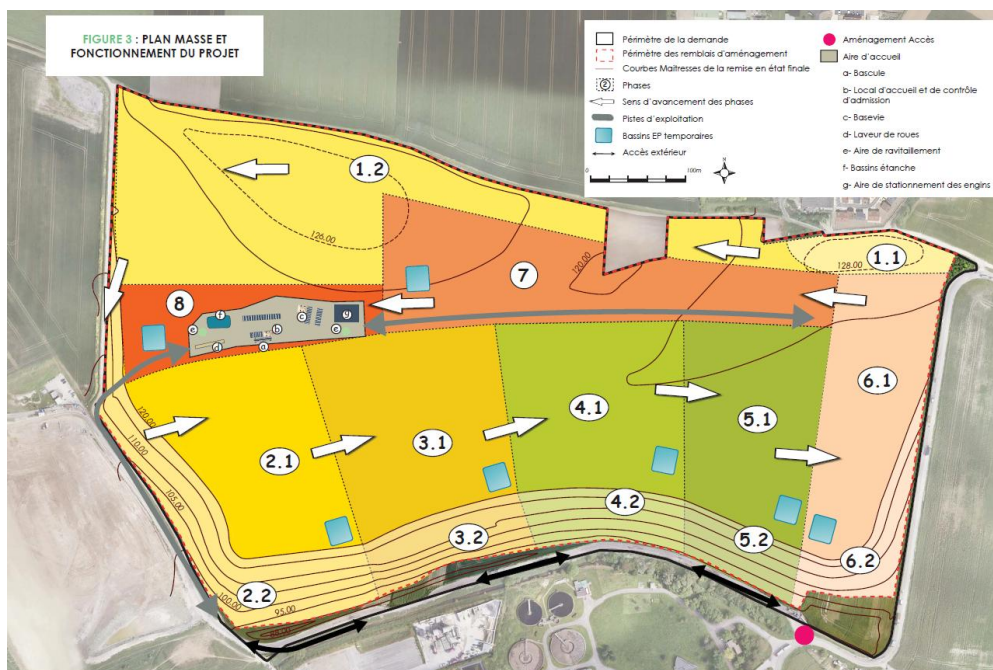
La remise en état agricole et calcicole sera coordonnée afin d'éviter le maximum de gêne ponctuelle vis-à-vis des habitations les plus proches ainsi que pour maintenir une surface agricole exploitable (terrains aménagés et en attente d'aménagement) maximale.

L'aménagement prévu sur 9 ans est organisé comme suit :

- Avant la mise en service de l'ISDI, auront lieu les diagnostics préventifs archéologiques, fouilles ou prescriptions de protection éventuelles puis seront réalisés la clôture du site, le décapage des terres végétales et limons sur les premiers secteurs d'aménagement, ainsi que la mise en place de la voie d'accès et des installations d'accueil
- Ensuite, à partir de la mise en service de l'ISDI, pendant 8,5 ans, auront lieu par phases le décapage de terres végétales, l'apport et la mise en place des matériaux inertes et une fois le remblai de matériaux inertes mis en place selon le modelé d'aménagement, le régalaage des limons et substrats nécessaires à la reconstitution et à l'amélioration et des sols cultivables
- Lors de la dernière année, auront lieu les derniers apports de matériaux inertes et nivellement ainsi que la finalisation de la remise en état des surfaces agricoles et du biocorridor calcicole.

### III.1.1. LE PHASAGE D'EXPLOITATION DE L'ISDI

Les terrains concernés présentent une superficie d'environ 37 ha. L'aménagement sera réalisé du Nord-Est vers le Nord-Ouest (phase 1) puis de l'Ouest vers l'Est (phases 2 à 6) et enfin de l'Est vers l'Ouest (Phase 7 et 8) par tranches successives peu étendues.



### III.1.2. LE SUIVI DU REAMENAGEMENT

La tenue et la mise à jour d'un plan topographique d'avancement d'exploitation permettront de localiser les zones et les niveaux de réaménagement correspondant aux données figurant dans le registre d'admission.

Le site sera sécurisé et clôturé, pendant toute la durée d'exploitation, à l'aide de clôtures avec poteaux bois de type agricole/forestier à larges mailles. À l'issue de celle-ci, les dispositifs de restriction d'accès seront retirés.

Les travaux d'aménagement seront réalisés à l'aide de pousseurs de terres et ponctuellement d'engins de transports de terres, pour les travaux de terrassements et de nivellement des terrains. Au-dessus des matériaux inertes, la couverture sera adaptée aux différentes vocations prévues dans le plan de remise en état.

### III.1.3. LES RAISONS DES CHOIX DU PROJET

Dans le contexte de sensibilité agricole et des atouts écologiques potentiels du secteur, le projet vise à :

1. Constituer une opportunité d'améliorer les conditions agronomiques et topographiques pour favoriser l'exploitation agricole du secteur

La constitution du modelé avec des pentes à déclivité faible favorisera l'exploitation agricole en améliorant la qualité agronomique des terres et limitera les ruissellements dans les parcelles en culture. Le projet s'inscrit dans les objectifs locaux de préservation de la pérennité agricole des terrains.

Le projet prévoit dans le même temps des aménagements hydrauliques qui permettront l'amélioration de la gestion des eaux de ruissellement pluvial en aval du site.

**Le projet de réaménagement favorisera l'activité agricole et sa pérennité en limitant les effets hydrauliques récurrents néfastes aux cultures.**

Le projet bénéficiera en outre d'une assistance de la Chambre d'Agriculture Régionale d'Île-de-France (CARIDF), pour le suivi de l'amélioration agronomique des terrains. La mission projetée de la CARIDF s'articule, entre autres, autour de l'assistance et de conseils pour les différentes étapes de l'exploitation dont :

- l'établissement d'un guide référentiel de préconisations visant à préserver les sols lors des différentes phases d'aménagement (décapage, remise en état, etc.),
- la caractérisation en amont de leurs apports sur le site des limons et substrats exogènes nécessaires à la reconstitution et à l'amélioration des sols cultivables ;
- l'évaluation de la nouvelle potentialité des sols agricoles réaménagés, tels que la reconstitution de la réserve utile en eau du sol et le potentiel de rendement du sol ;
- un suivi agronomique et pédologique une fois les parcelles remises en culture, en lien avec les exploitants agricoles.

2. Constituer une opportunité de développement écologique visant notamment à la continuité des pelouses calcicoles à proximité

Les enjeux faunistiques et floristiques s'avèrent relativement faibles sur les secteurs étudiés.

Cependant, des ZNIEFF de type I et II sont localisées en limite Sud-Ouest du projet. Il s'agit de la Vallée de la Mauldre et affluents et des Pelouses au pied de l'aérodrome de Beynes-Thiverval (pelouses et fruticées calcicoles semi-arides).

La création du modelé et la gestion envisagées permettront de prolonger ces pelouses calcicoles et de développer ce biocorridor herbacé, objectif compatible avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) et les objectifs de préservation des milieux de la trame calcicole recensés par l'APPVPA.



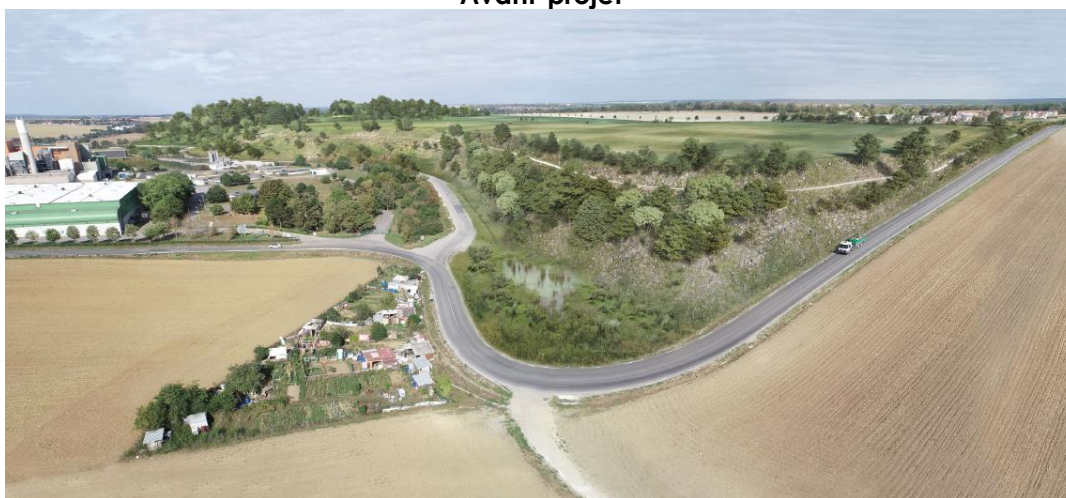
3. Une opportunité de renforcement et de prolongement du masque paysager déjà formé par le Golf

Par la restitution des corridors herbacés et calcicoles et des motifs paysagers diversifiés, notamment au Sud de l'aménagement, le projet permet de renforcer et de prolonger le masque paysager, devant la ZI du Pont cailloux, déjà mis en œuvre avec l'aménagement du Golf aménagé, en conformité avec les objectifs du PLU de la commune de Thiverval-Grignon.

**Le projet de valorisation agricole et création d'un biocorridor calcicole prolonge l'attrait écologique de pelouse calcicole et fruticées (ZNIEFF) présent en aval du ru de Maldroit et parfait le caractère de masque paysager de la ZI amorcé par l'aménagement du golf.**



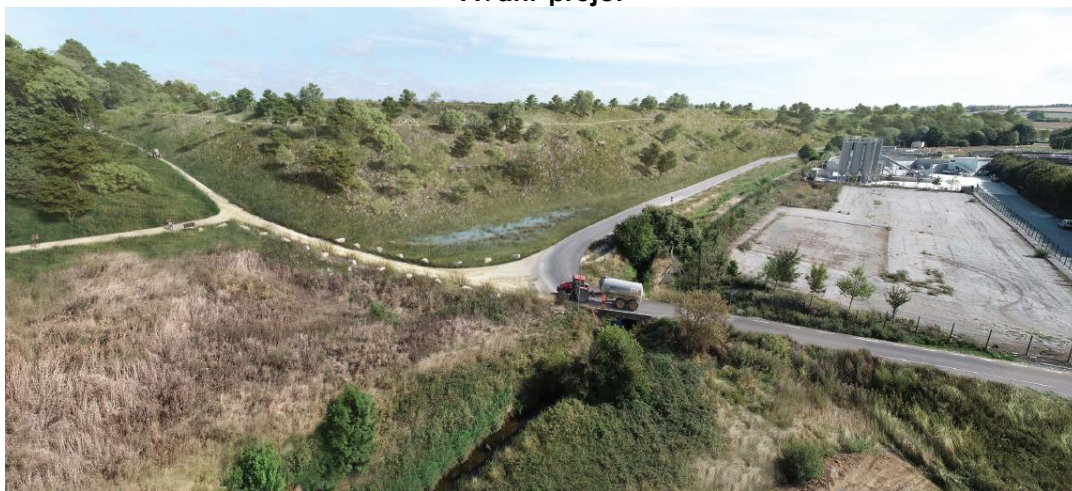
**Avant-projet**



**Après remise en état**



**Avant-projet**



**Après remise en état**

4. Une opportunité de réponse aux nécessités économiques et structurelles de réception de matériaux inertes issus du BTP

Le projet de valorisation agricole et de création de bio-corridor calcicole permettra de relayer la fin de l'exploitation d'un site de réception et de valorisation de terres et matériaux inertes issus des chantiers de travaux publics de l'Ouest Francilien (golf terminé en 2022).

Ces besoins sont notamment exprimés au sein du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France (PRPGD), approuvé le 21 novembre 2019.

La création de ce site permettra de faire perdurer la réception et la valorisation de déchets inertes depuis les chantiers régionaux et territoriaux de l'Ouest Francilien. Elle contribuera à limiter les dépôts sauvages de déchets de travaux publics dans les espaces boisés et le long des routes du territoire.

**Le projet permettra ainsi de continuer à répondre au besoin économique de mise en place de site de réception de terres et matériaux inertes issus notamment des chantiers de l'Ouest Francilien et de réduire les dépôts sauvages de ces matériaux.**



## C. L'INTERET GENERAL DU PROJET

### C.I. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR L'AMELIORATION DE LA VALEUR AGRONOMIQUE DES SOLS AGRICOLES

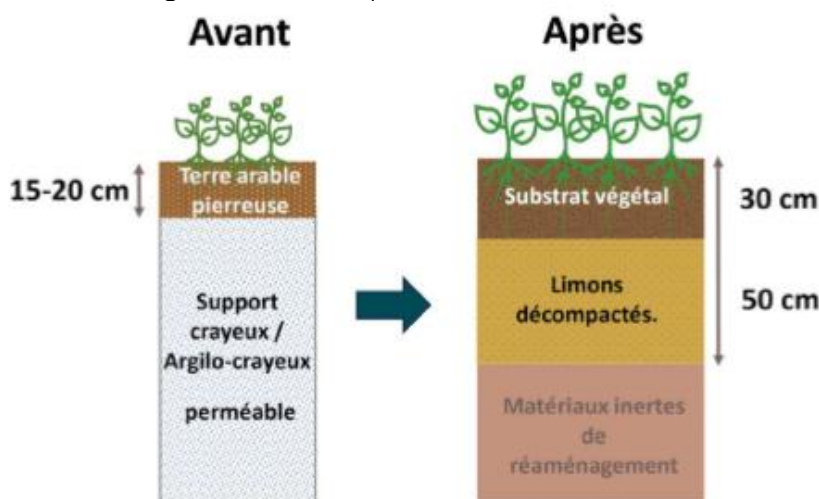
**Le projet d'ISDI s'inscrit dans une opération de revalorisation agricole** pour des terrains qui subissent aujourd'hui l'érosion et des phénomènes de ruissellement, présentant aussi des carences de substrats cultivables.

Le projet ISDI va permettre d'une part d'améliorer la valeur agronomique des sols agricoles, par la réalisation d'un reprofilage topographique adapté ainsi que par l'apport de limons et de substrats fertiles extérieurs en vue de reconstituer une Réserve Utile en eau des sols avec des épaisseurs fonctionnelles et homogènes.

L'amélioration agronomique des terrains agricoles, leur préservation et également leur sanctuarisation à l'issue du projet conforme aux dispositions du Schéma Directeur d'Île-de-France Environnemental (SDRIF-E) présente un intérêt général.

Le projet d'ISDI s'inscrit dans une opération de revalorisation agricole des terrains consistant à améliorer la valeur agronomique des sols à vocation agricole :

- Par la réalisation d'un reprofilage adapté permettant de réduire les pentes des terrains agricoles restituées (de l'ordre de 1 à 2 %), évitant les phénomènes de ruissellement (amélioration de la situation hydraulique) ;
- Par l'apport de limons et de substrats fertiles extérieurs en vue de reconstituer une Réserve Utile en eau des sols avec des épaisseurs fonctionnelles et homogènes (50 cm de limons et 30 cm de substrats fertiles, contre actuellement de 15 à 20 cm de terre arable pierreuse sur le substratum crayeux perméable) ;
- La constitution d'une Réserve Utile en eau qui revêt d'un caractère nécessaire du fait de l'accélération du changement climatique et de ses effets sur les sols alimentaires.



**L'aménagement des terrains sera coordonné de manière à maintenir une surface agricole exploitable (à aménager ou réaménagée) maximale en suivant un plan de phasage** qui restreint le plus possible la surface ouverte (uniquement des tranches de quelques hectares ouvertes d'ouest en est).

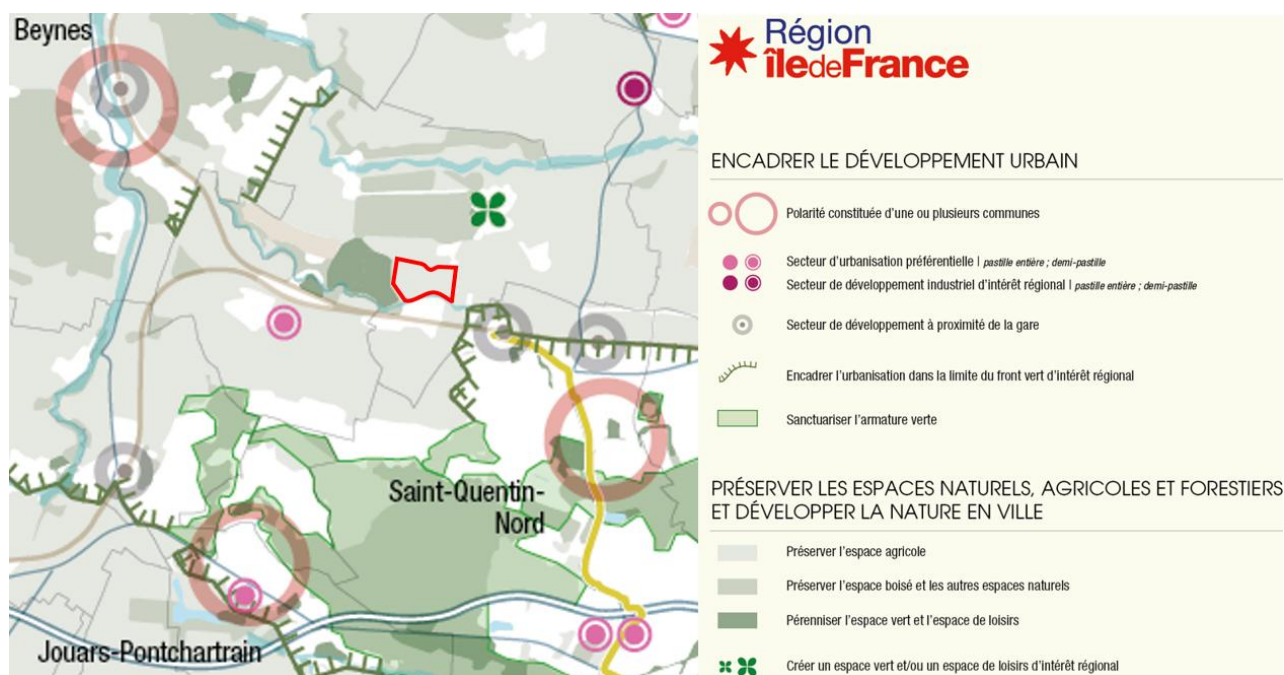
**L'économie des exploitations agricoles concernées sera préservée** et celles-ci seront temporairement indemnisées lors des opérations d'aménagement.



## C.II. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA SANCTUARISATION DES ESPACES AGRICOLES ET DES ESPACES NATURELS AU SEIN DU TERRITOIRE EN CONFORMITE AVEC LE SDRIF-E

Le SDRIF-E a été adopté par le Conseil Régional le 11 septembre 2024 et devrait être approuvé en 2025. Tels que définis par les Orientations règlementaires du SDRIF-E, **les espaces agricoles franciliens sont des espaces productifs mais également des espaces de nature, de ressourcement, de calme, d'intérêt paysager.**

Au sein de ces espaces agricoles sont admis les projets d'intérêt collectif compatibles avec l'activité agricole, en associant des critères d'économie d'espace, de bonne intégration environnementale et paysagère, en prenant en compte les risques de nuisances générés, ainsi que la géomorphologie et l'hydrographie des terrains.



Par ailleurs, les éléments, les espaces et les milieux d'intérêt écologique et paysager présents dans les espaces à dominante agricole (haies, bosquets, petits bois, prairies permanentes, mares et mouillères, visuel ouvert, patrimoine vernaculaire, etc.) doivent être identifiés et préservés, voire restaurés.

Ces différentes orientations du SDRIF-E sont intégrées, préservées et renforcées par le projet, en termes :

- de sanctuarisation de ces espaces,
- d'amélioration agronomique des terrains agricoles réaménagés,
- de développement de la Biodiversité.

Le projet répond ainsi à un **intérêt collectif et général** en matière de **maintien durable des espaces agricoles** de la commune de Thiverval-Grignon, en intégrant des **espaces complémentaires de Biodiversité, conformément le SDRIF-E.**

### C.III. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA RECONSTITUTION D'UN BIO-CORRIDOR CALCICOLE FAVORABLE A LA BIODIVERSITE

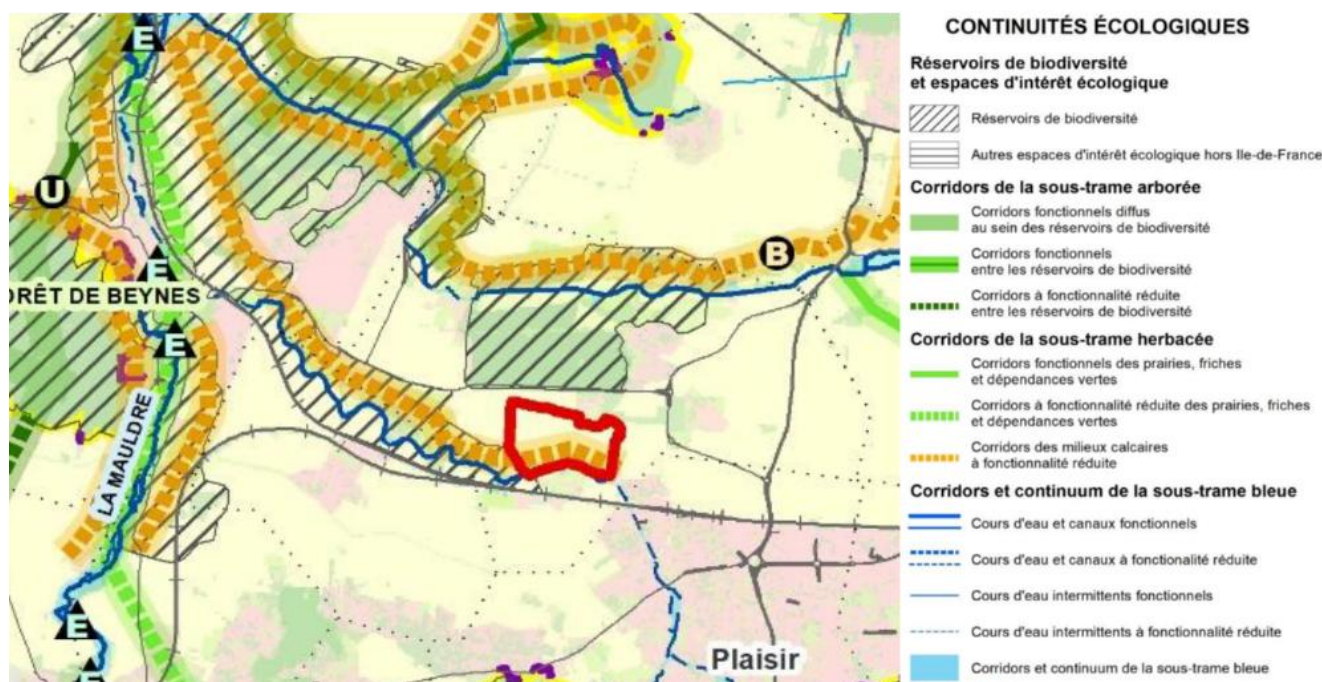
Le projet d'ISDI prévoit d'autre part de créer une nouvelle continuité écologique à travers un biocorridor calcicole en extension des enjeux écologiques locaux recensés au droit de la ZNIEFF de type I des pelouses calcicoles à proximité immédiate.

La création de ce nouveau biocorridor calcicole conforme aux objectifs du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SCRE) d'Île-de-France et à ceux de de la Trame Verte de l'Association de Protection de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets (APPVPA) présente un intérêt général.

Dans le cadre des études paysagères et écologiques réalisées, **l'opportunité d'étendre le biocorridor calcicole existant au droit de la ZNIEFF vers les talus d'aménagement Sud** a été proposé et concerté auprès des propriétaires, exploitants, élus locaux et communautaires et associatif, ainsi que des services compétents.

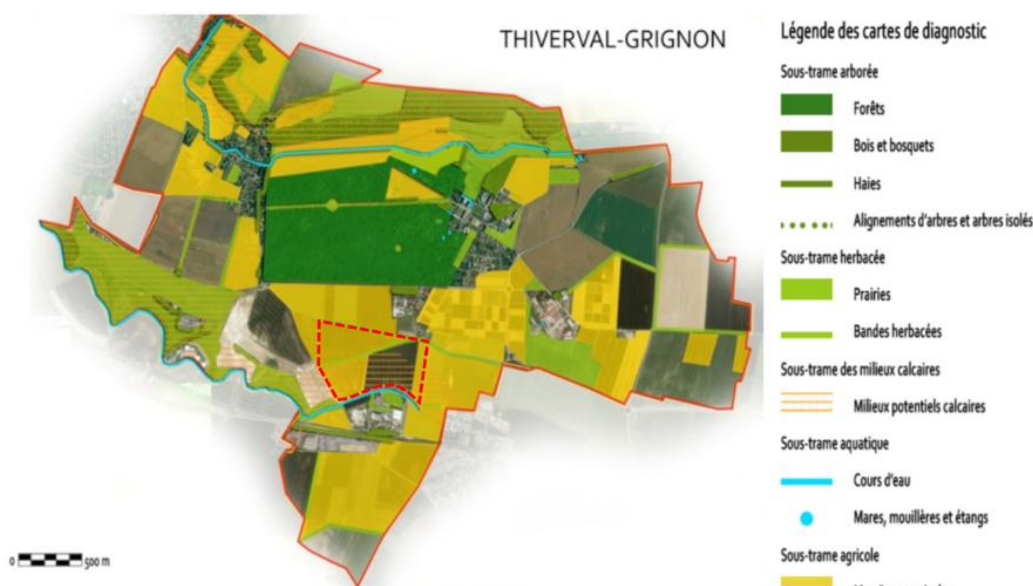
Cette proposition a été reçue positivement par ceux-ci au regard des forts enjeux de préservation de ces habitats remarquables.

L'emprise du biocorridor calcicole projeté est située au sein d'un corridor des milieux calcaires à fonctionnalité réduite identifié par le **Schéma Régional de Cohérence écologique**.



Cette emprise est également identifiée au sein des éléments de diagnostic Trame Verte-Trame Bleue et les objectifs de préservation-gestion des pelouses calcicoles définis par l'Association de Protection de la Plaine de Versailles et du Plateau des Alluets (APPVA).

**TERSEN a également présenté le projet à l'APPVPA** dans le cadre de ses démarches de concertation préalable et a reçu **une approbation de principe** des objectifs d'amélioration agricole et écologique poursuivis.



**Compte tenu des objectifs écologiques liés à la création d'un biocorridor calcicole dans l'emprise d'intérêt relevé par le SRCE et la trame verte de l'APPVPA, l'intérêt général du projet réside également dans ces objectifs d'aménagement, au profit de la Biodiversité locale.**

#### **C.IV. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR L'ATTENUATION DES CONTRAINTES VISUELLES DE L'USINE D'INCINERATION DE PONT-CAILLOU**

Le projet ISDI contribuera également à la valorisation paysagère du territoire en créant de nouveaux espaces de transition visuelle. Ces aménagements ont pour objectif d'atténuer l'impact visuel du point noir paysager constitué par l'usine d'incinération de Pont-Caillo, notamment depuis les chemins ruraux longeant la RD119 et depuis les secteurs habités du quartier de Folleville.

En conformité avec les orientations fixées par le Plan Local d'Urbanisme (PLU), ces interventions visent à rétablir une qualité visuelle et paysagère cohérente avec le cadre rural et résidentiel environnant. L'intégration de dispositifs végétalisés, de haies champêtres, de lisières boisées ou encore de bandes tampons multifonctionnelles permettra non seulement de masquer progressivement les vues les plus sensibles, mais également de recréer des continuités écologiques et de renforcer l'identité paysagère locale.

Ce volet du projet ISDI présente un intérêt général manifeste, en ce qu'il s'inscrit à la croisée de plusieurs objectifs de politiques publiques : amélioration du cadre de vie, réduction des nuisances visuelles, revalorisation des paysages du quotidien et intégration harmonieuse des infrastructures dans leur environnement. Ces aménagements pourront également avoir un impact positif sur le bien-être des riverains, la fréquentation des itinéraires de promenade et la perception globale du territoire par ses habitants et ses visiteurs.

Par ailleurs, en contribuant à restaurer des interfaces plus naturelles entre les espaces bâtis, industriels et agricoles, le projet participe à une transition paysagère plus large, compatible avec les enjeux de la transition écologique, de la sobriété foncière et de l'adaptation aux changements climatiques.

**Le projet revêt un intérêt collectif et général pour l'atténuation des contraintes visuelles.**



## C.V. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LE MAINTIEN DE CAPACITES DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES EN ISDI ET AU REEQUILIBRAGE TERRITORIAL REGIONALE DES ISDI

Le projet ISDI va permettre de rétablir des capacités de réception des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Île-de-France et notamment dans l'Ouest francilien.

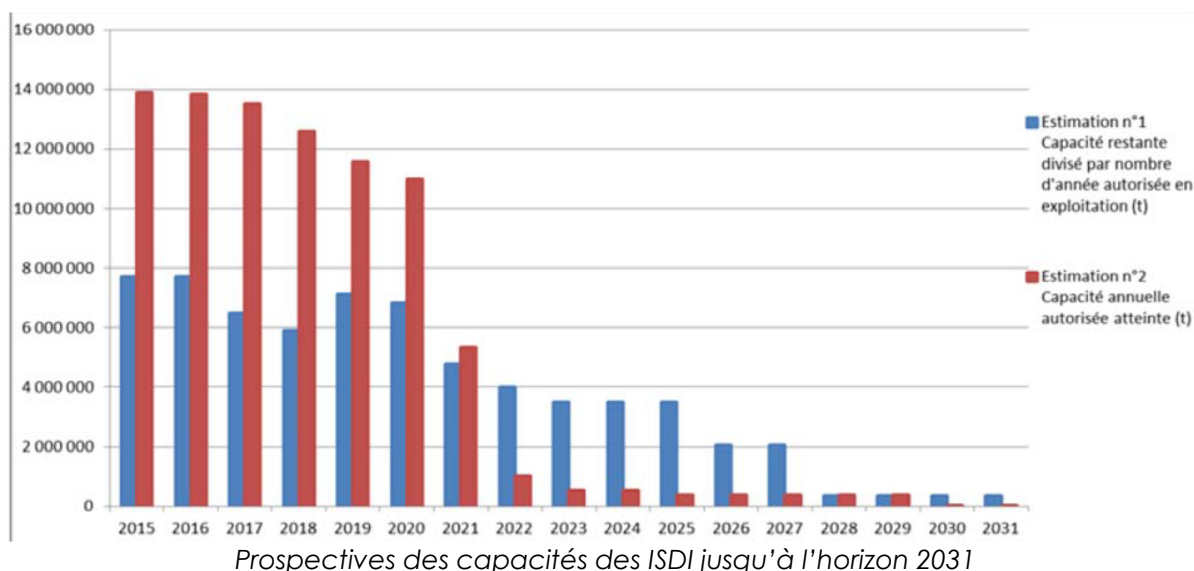
Ce projet ISDI répondant aux besoins et dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France tout en contribuant au rééquilibrage territorial des ISDI en Île-de-France présente un intérêt général.

L'ISDI d'aménagement du Golf de Thiverval-Grignon autorisée en 2010-2012 et mise en service en 2013 a permis au territoire de l'Ouest Francilien et des Yvelines de bénéficier pendant 9 ans d'un site de réception et de valorisation des matériaux inertes excédentaires issus des activités du BTP, dont certains apports en provenance de chantiers structurants locaux tels que la RD 30 par exemple. L'exploitation s'est achevée fin 2022.

Le projet de nouvelle ISDI dédiée à la valorisation de terrains agricoles et de création d'un biocorridor calcicole permettra de **retrouver des capacités de réception et de valorisation des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Île-de-France et notamment dans l'Ouest francilien.**

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets approuvé le 21 novembre 2019 intégrant les composantes inertes des déchets issus des chantiers régionaux a présenté un état des lieux de la situation actuelle et des perspectives à 2025/2031 permettant de déduire les deux points suivants :

- Une augmentation de la **production récurrente de déblais inertes** de 19 Mt/an à 25 Mt/an entre 2020 et 2031, du fait des travaux concomitants du Grand Paris Express ;
- Dans cette même période, une **diminution rapide en parallèle des capacités autorisées.**



La confrontation des capacités prospectives avec les besoins en matière de stockage selon le scénario de gestion des déchets inertes montre qu'il sera indispensable de créer des capacités de stockage sur l'ensemble de la durée du plan.

Par ailleurs, le PRPGD préconise également que les nouvelles capacités de stockage de déchets inertes devront être préférentiellement autorisées à l'Ouest et au Sud de l'Île-de-France pour favoriser un rééquilibrage territorial des capacités régionales.

Compte tenu des objectifs régionaux de pérennisation des capacités de réception de déchets inertes, **le projet revêt un intérêt collectif et général pour la gestion des flux de déchets inertes dans son territoire d'implantation.**

## **C.VI. INTERET COLLECTIF ET GENERAL DU PROJET POUR LA RECHERCHE EXPERIMENTALE AGRONOMIQUE**

Le projet ISDI intégrera une Infrastructure de Recherche dédiée à l'étude des processus de reconstitution des sols agricoles fertiles, ou pédogenèse, ainsi qu'à l'analyse des services écosystémiques fournis par les sols agricoles : régulation hydrique, séquestration du carbone, fertilité, résilience face aux aléas climatiques ou encore soutien à la biodiversité.

Conduit en partenariat étroit avec les enseignants-chercheurs et les étudiants d'AgroParisTech, et en collaboration avec la Ferme de Grignon en tant que site expérimental, ce projet s'appuiera sur une approche scientifique rigoureuse et transdisciplinaire. Il associera observation de terrain, modélisation, expérimentation et co-construction de solutions concrètes avec les acteurs agricoles.

Les retombées de ce projet dépassent largement le cadre académique ou agricole : les données produites, les outils développés et les résultats obtenus constitueront des ressources précieuses pour éclairer et orienter les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire, de transition agroécologique, de gestion durable des sols et de lutte contre le changement climatique.

En fournissant des éléments de preuve scientifiques sur les leviers de régénération des sols et sur les bénéfices multiples qu'ils peuvent apporter à la société, le projet ISDI contribuera à fonder les choix politiques sur des bases robustes et à alimenter les cadres réglementaires, notamment en matière de stratégie nationale pour les sols. Il jouera ainsi un rôle structurant dans la mise en œuvre d'un modèle agricole plus durable, soutenu à la fois par la recherche, l'innovation et l'action publique.

**Le projet revêt un intérêt collectif et général pour la recherche expérimentale agronomique.**

## D.CONCLUSION

Comme décrit dans les paragraphes précédents, le projet d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et plus particulièrement l'ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) prévoit :

- De réaliser des aménagements d'amélioration des terrains agricoles au profit des exploitations agricoles concernées, en préservant le potentiel agronomique, biologique et économe des terres agricoles,
- De créer une nouvelle continuité écologique à travers un biocorridor calcicole favorable à la biodiversité du territoire,
- D'apporter une solution aux contraintes visuelles présentes, atténuant les perceptions vers le point noir paysager de la ZI du Pont Caillou,
- De permettre de rétablir des capacités de réception des déblais de terrassement récurrents issus des chantiers du territoire d'Île-de-France et notamment dans l'Ouest francilien,
- D'apporter de la matière dans le cadre de recherche expérimentale agronomique sur la reconstitution des sols agricoles,

En conclusion, le projet d'ICPE-ISDI présente plusieurs critères d'intérêt général et collectif dans sa réalisation.

Par conséquent, le PLU de Thiverval-Grignon peut emporter sa mise en compatibilité afin d'autoriser explicitement la réalisation de ce projet ICPE-ISDI au sein du secteur identifié de la zone A.